

[Text]

• 1145

Your question was do we have enough policies or mechanisms in place to meet the challenges of the FTA and NAFTA. I guess I would say don't restrict it to the FTA and NAFTA; we have to talk about what's happening in the whole world.

Mr. LeBlanc: Generally, yes, I agree.

Mr. Reid: As you know, one of the problems is if there's a plant closure or major restructuring, is it because of NAFTA, is it because of the FTA, or is it because of forces in the world totally unrelated to the FTA? I think it's a general issue of—

Mr. LeBlanc: Absolutely, I agree with you.

Mr. Reid: —our labour force here.

I'd point to two encouraging signs. One has been the report of the Canadian Labour Market Activity Centre of two years ago, which recommended a fundamental change in how we handle training and retraining, at least of the unemployed, in this country. The Labour Market Development Board has been set up, co-chaired by a major former labour union leader and a senior business representative at present, Leo Gerard and Laurent Thibault. I think their work is very important, because what you have there is the private sector, primarily business, primarily labour, but other stakeholders, really thinking through the kinds of questions you just put, as opposed to saying to the government sector, please solve these problems for us. They are using, of course, funds allocated from the UIC fund, which is not a government fund any more but a fund contributed to by employees and employers.

So I think there are some hopeful signs there, and there will be a report coming out of the Canadian Labour Market Activity Centre in the next couple of months, we hope, that will address from a business and labour point of view what should be done in this country.

The other comment I'd make comes right back to what is already happening in Canada between business and labour. I refer here, for example, to some of the trust funds that have been set up in the steel industry. Business and the labour unions in that industry got together and they set up a trust fund. The purpose of that trust fund was to provide assessment of workers in that industry in terms of their capabilities, to target very specific training and retraining programs for them for the purpose of helping them exit that industry into jobs of an equivalent level, at least in pay, in other sectors of the economy.

There is the private sector, unions and business working together, trying to meet a major adjustment problem in one of our major industries. There are three or four other examples, sector-wide, where that is happening. Government, yes, contributes some funds to it, but it's driven by labour and driven by business: the people who know more about the private economy than government does.

[Translation]

Vous avez demandé si nous avons suffisamment de politiques ou de mécanismes en vigueur pour relever le défi posé par l'ALÉ et l'ALÉNA. Je devrais peut-être dire qu'il ne faut pas se limiter à l'ALÉ et à l'ALÉNA. Il faut parler de ce qui se passe dans le monde entier.

M. LeBlanc: En général, oui. Je suis d'accord.

M. Reid: Vous en êtes conscient, un des problèmes consiste à savoir si les fermetures d'usines ou les restructurations majeures sont causées par l'ALÉNA, l'ALÉ ou par des forces mondiales qui n'ont rien à voir avec l'ALÉ? Je crois qu'il s'agit d'une question générale. . .

M. LeBlanc: En effet, je suis d'accord avec vous.

M. Reid: . . . qui intéresse notre population active.

J'aimerais mentionner deux signes encourageants. Il y a tout d'abord le rapport que publiait il y a deux ans le Centre canadien du marché du travail et de la productivité, où l'on a recommandé de changer radicalement notre façon de former et de recycler au moins les chômeurs au Canada. On a créé la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre, co-présidée par un ancien dirigeant syndical de premier plan et un cadre de haute direction des milieux d'affaires, Leo Gerard et Laurent Thibault. Je crois que le travail de ces organismes est très important parce que c'est le secteur privé, et principalement les milieux d'affaires et les syndicats, mais aussi d'autres intervenants, qui réfléchit vraiment au genre de questions que vous venez de poser au lieu de demander au secteur public de résoudre ces problèmes pour lui. Ces organismes utilisent bien entendu des fonds qui proviennent de la caisse d'assurance-chômage, qui n'est plus un fonds gouvernemental car les employés et les employeurs y contribuent maintenant.

Je pense donc qu'il y a lieu d'espérer et nous osons croire que le Centre canadien du marché du travail et de la productivité publiera au cours des prochains mois un rapport qui traitera de ce qu'il faudrait faire au Canada du point de vue des milieux d'affaires et des syndicats.

L'autre commentaire que j'aimerais faire porte sur ce qui se passe déjà au Canada entre les milieux d'affaires et les syndicats. Je veux parler par exemple des fonds de fiducie qui ont été créés dans le secteur de la sidérurgie. Les milieux d'affaires et les syndicats de ce secteur se sont donné la main pour créer un fonds de fiducie qui avait pour but d'évaluer les capacités des travailleurs de ce secteur, de leur destiner des programmes de formation et de recyclage très précis afin de les aider à quitter le secteur et à trouver, dans d'autres secteurs d'activité, un emploi d'un niveau équivalent, du moins sur le plan salarial.

Voilà donc le secteur privé, les syndicats et les milieux d'affaires qui collaborent pour essayer de régler un problème d'adaptation majeure dans un de nos grands secteurs d'activité. Il y a trois ou quatre autres exemples d'activités sectorielles du genre. Le gouvernement y apporte bien entendu quelques contributions financières, mais ces activités sont mues par les syndicats et les milieux d'affaires, qui en connaissent plus que le gouvernement au sujet de l'économie du secteur privé.